

# La lettre Éducation décembre 2011

Lettre collaborative des élus de la FNESR en charge des questions d'éducation - n°6

**p.2 Dossier :**  
**Budget 2012**

**p.3 Interview :**  
**Vincent Peillon**

## Agenda

**04/01 :**  
**Rencontre du CRAP - Paris**

Dans le cadre des "Mercredi du CRAP" les Cahiers Pédagogiques organisent une rencontre intitulée "Socle commun et compétences : comment faire ?" à l'occasion de la sortie du numéro 491 "L'évaluation à l'heure des compétences" et de l'ouvrage d'Annie Di Martino et Anne-Marie Sanchez, "Socle commun et compétences : pratiques pour le collège".  
Inscription à : [crap@cahiers-pedagogiques.com](mailto:crap@cahiers-pedagogiques.com).

**10/02 :**  
**Soirée de défense de l'école publique - Paris**

Alors que les enfants des classes populaires sont les premières victimes d'une politique qui réduit drastiquement les moyens élémentaires de fonctionnement, trie et sélectionne dès le plus jeune âge, le GFEN invite pour cette soirée de mobilisation Stéphane Bonnéry, chercheur à Paris 8, ainsi que des représentants de partis politiques afin de mettre en partage leurs propositions pour l'école de demain.

**26-28/04 :**  
**XIIème Congrès International des Villes Éducatrices Changwong**

Après avoir été accueilli par le Mexique en 2010, le prochain Congrès International des Villes Educatrices sera organisé en Corée du Sud autour du thème « Environnement vert, Education créative ».

Informations et inscription : <http://www.iaec2012.go.kr/fre/main/>

## L'édito

**Chers camarades, chers élus,**

La polémique née autour de la promesse de François Hollande de créer 60 000 postes dans l'éducation nationale - réaffirmée lors de sa venue au salon de l'éducation - résume bien l'état d'esprit de ses détracteurs depuis plusieurs mois. Luc Châtel assure à tout va que notre service public d'éducation continuera encore d'être une variable d'ajustement de la rigueur des finances publiques tout en accusant, sans rire, François Hollande, de conduire la France à la faillite. Mais qui peut croire qu'en

recréant les emplois d'enseignants et de personnels encadrants qui ont été détruits par le Gouvernement depuis quatre ans, notre pays

somblera dans le chaos et l'anarchie ?! Pas l'électorat de Nicolas Sarkozy qui sait bien que le bouclier fiscal a coûté bien plus cher à nos finances publiques. Pas plus les syndicats enseignants puisque l'UNSA a même remarqué que le rétablissement d'une année de formation pour les enseignants débutants, demandée par la profession, permettrait tout à la fois une revalorisation de l'entrée dans le métier, une nouvelle attractivité pour les concours et surtout une intégration immédiate de 19 000 jeunes dans le métier...

Si la droite refuse d'investir plus de moyens humains pérennes et qualifiés dans notre service public d'éducation elle semble aussi parfois ne plus assumer son bilan. Nicolas Sarkozy, même s'il n'est toujours pas le candidat déclaré de l'UMP pour l'élection présidentielle - ce qui a le mérite de lui éviter de tenir des comptes

de campagne et de répondre aux interpellations des acteurs de l'éducation sur son projet pour l'école - a ainsi tout récemment assuré les rédacteurs de l'appel de Bobigny, par la voix de son chef de cabinet, de sa détermination à « répondre aux nombreux défis de l'école et à remettre les valeurs du mérite, du travail et de l'égalité des chances au coeur de sa politique éducative. » Drôle de formule, qui laisserait croire que ces valeurs ne sont pas déjà celles défendues par son Gouvernement depuis cinq ans. Il n'y a

que la candidate du Front National qui semble être tombée dans le panneau puisque son programme en matière d'éducation, sobrement

**“ Nicolas Sarkozy veut faire oublier ce qu'il a fait et Marine Le Pen qui elle est ”**

intitulé « Refonder l'école de la République », en appelle à la sélection des meilleurs et à l'effort individuel contre le laxisme scolaire ambiant. Marine Le Pen a dû louper les annonces de Claude Guéant sur le travail des étudiants étrangers, celle du Premier ministre sur la fin du collège unique ou celles du Chef de l'État sur la sanctuarisation des établissements scolaires. Mais le plus grotesque dans le programme de la candidate d'extrême droite ce n'est ni sa critique des « pédagogistes », ni même le retour des portiques de détection des métaux, c'est bien sa farouche condamnation de la reproduction héréditaire des élites.. Si Nicolas Sarkozy veut faire oublier ce qu'il a fait et Marine Le Pen qui elle est, la gauche républicaine ne manquera pas de leur rappeler !

Colombe Brossel  
Déléguée éducation pour la FNESR

## En chiffre

➤ La FCPE a écrit au ministre de l'Éducation nationale pour dénoncer la non-publication depuis plusieurs années de données statistiques, soutenant la colère du collectif de syndicats de l'Insee et des Services statistiques ministérielles. On apprend ainsi que sur douze Notes d'informations annuelles annoncées seules quatre ont été publiées et qu'aucune des treize Notes d'informations occasionnelles n'est aujourd'hui accessible. Les parents d'élèves ont également réclamé une plus grande publicité des rapports des corps d'inspection du ministère soulignant

que si entre 2000 et 2007 une vingtaine de ces documents ont été publiés, seulement quatre l'ont été depuis 2009.

Cette rétention d'information, dangereuse pour la qualité du débat publique à cinq mois de l'élection présidentielle, ne vient qu'ajouter à l'exaspération de services eux aussi victimes des réductions de moyens et qui voient dans cette censure une stratégie destinée à faciliter la communication du ministre. Pour preuve, la DGESCO qui élabore les programmes d'enseignement se retrouve aujourd'hui chargée de certaines évaluations...

## 2012 : UN NOUVEAU BUDGET DE L'ÉDUCATION RÉTROGRADE...

*Les conditions d'accueil, de scolarisation et d'apprentissage de nos enfants se dégradent année après année, au rythme effréné des suppressions de postes. Les parents se mobilisent, les collectivités tirent la sonnette d'alarme, les enseignants alertent sur les dangers et conséquences désastreuses de la politique que mène le gouvernement. Pourtant, droite dans ses bottes, la majorité UMP poursuit sa casse de l'école publique. Décryptage d'une grossière opération de manipulation.*

Le pire est devant nous, puisque dans le cadre de la RGPP, et après 16 000 emplois détruits dans l'éducation nationale en 2011, Luc Chatel a annoncé 14 000 nouvelles suppressions de postes à la rentrée 2012. Cela représente près de la moitié du total prévu par l'Etat. En cinq ans, l'Éducation nationale aura ainsi perdu 80 000 postes. Par un tour de passe-passe dont il a le secret, le Président de la République a bien essayé de tromper son monde : suite à la mobilisation de l'Association des Maires de France qui dénonçait au printemps la politique conduite par le gouvernement par la voix de son président (UMP !) Jacques Pélissard, il n'a pas eu peur d'annoncer « une sanctuarisation de l'école primaire » à la rentrée 2012 ! Bien entendu, l'opportunité de l'annonce est évident, le gouvernement espérant contenir les justes mobilisations des communautés éducatives le temps d'une élection, pour reprendre ensuite son méthodique travail de sape de l'Éducation Nationale. Car en langage UMP, il faut entendre par « sanctuarisation » la disparition de 5 700 agents, professeurs et intervenants spécialisés pour accompagner nos enfants dans leur scolarité...

Le gouvernement se gausse d'une « troisième révolution de l'école, celle de la personnalisation » ? Il envisage pour cela de supprimer 3 000 nouveaux postes de RASED, pourtant si

nécessaires aux enfants les plus fragiles ! On nous parle d'un apprentissage renforcé des langues ? Ce seraient 700 postes d'intervenants qui disparaîtraient ! Et bien entendu, la continuité du service public ne peut qu'être une grande priorité lorsque 2 000 postes d'enseignants remplaçants sont supprimés et que, de plus en plus, l'éducation de nos enfants n'est assurée que via le recrutement de contractuels non formés ou ayant échoué au concours, sur des statuts éminemment précaires.

**« En langage UMP, il faut entendre par « sanctuarisation » la disparition de 5 700 agents, professeurs et intervenants spécialisés pour accompagner nos enfants »**

Quel avenir dans ce contexte pour les établissements du 2nd degré à qui n'est pas promis cette originale sanctuarisation ? Dans le prochain budget, ce seront bien nos collèges et nos lycées qui seront les plus durement attaqués, puisqu'ils perdent 6550 postes après en avoir été privés de 4800 en 2011. Et le SNPDEN, principal syndicat de chefs d'établissement a confirmé dans une étude ce que nous constatons à chaque rentrée : ce sont les établissements les plus défavorisés qui sont le plus fortement concernés par les pertes d'heures d'enseignement et l'absence de rem-

plaçants. Rien de tel pour alimenter les violences quotidiennes, l'instabilité des équipes ou le manque d'attractivité de ces établissements. Apprendre et enseigner devient tellement difficile que les organisations professionnelles constatent même que faute de candidats aux concours certaines formations professionnelles ont tout bonnement disparu dans certains territoires.

Pour autant, 2012 est surtout la promesse d'un coup d'arrêt à cette politique rétrograde : avec l'espoir d'une alternance, avec un candidat de la gauche qui a mis la jeunesse et l'augmentation du nombre d'enseignants au coeur de ses priorités, nous pourrions enfin redonner au service public d'éducation sa juste place dans notre pays. En lien avec les familles et les acteurs de terrain, il nous faudra nous battre farouchement pour sauver ce qui peut encore l'être et convaincre qu'un système à deux vitesses n'est en rien un horizon d'avenir, mais bien un fantôme de notre passé. Le chantier est immense mais nous pourrions nous appuyer sur l'expérience forte de nos collectivités locales devenues des acteurs essentiels de l'éducation, et qui sait, enfin siéger dans des instances dont l'ordre du jour ne sera plus « qui sacrifions nous ? » mais « comment reconstruisons-nous le système éducatif dans nos territoires ? ».

### pour en savoir plus

> La mobilisation de l'AMF :

[http://www.amf.asso.fr/document/?DOC\\_N\\_ID=10417](http://www.amf.asso.fr/document/?DOC_N_ID=10417)

> Le budget 2012 tel que présenté par le gouvernement :

[http://www.education.gouv.fr/cid58294/presentation-du-budget-2012.html#Focus\\_:%20sch%C3%A9ma%20d%27emploi%202012](http://www.education.gouv.fr/cid58294/presentation-du-budget-2012.html#Focus_:%20sch%C3%A9ma%20d%27emploi%202012)

> L'éducation nationale en chiffre :

[http://media.education.gouv.fr/file/2011/93/9/DEPP-grands-chiffres-2011\\_195939.pdf](http://media.education.gouv.fr/file/2011/93/9/DEPP-grands-chiffres-2011_195939.pdf)

### L'Appel de Bobigny ce n'est pas fini...

Le 2 novembre dernier à l'Hôtel de Ville de Paris, les principaux acteurs de l'éducation (parents d'élèves, enseignants, associations de l'éducation populaire, mouvements pédagogiques et élus locaux) ont présenté les axes d'un projet national pour l'enfance et la jeunesse. Ils ont lancé à cette occasion un appel à la Nation et aux candidats républicains à l'élection présidentielle pour faire de l'éducation la priorité des politiques publiques autour de 5 objectifs définis en commun. Retrouvez l'Appel de Bobigny et la liste des signataires [ici](#)



*François Hollande a souhaité mettre la jeunesse et l'éducation au cœur de sa campagne, comment cela se traduit-il ?*

François Hollande s'est engagé à faire de la jeunesse une grande cause nationale. Il a pris la responsabilité d'en faire la clef de voûte de son projet présidentiel.

Cela se traduit tout d'abord dans un engagement pour l'école. En blessant l'école, la droite a abîmé la France : presque 10% des effectifs enseignants ont été supprimés en 5 ans, les inégalités s'accroissent, la scolarisation

## LES PRIORITÉS DU PROJET ÉDUCATION

**Zoom sur**

*Interview de **Vincent Peillon**, député européen, agrégé de philosophie, chargé de l'éducation, de la jeunesse, de l'enseignement supérieur et de la recherche au sein de l'équipe de campagne de François Hollande.*

des plus petits régresse. Le gouvernement essaie de cacher son échec mais le constat est désormais partagé : la dette éducative de notre pays se creuse comme jamais ; une dette dont nous paierons le prix à long terme. C'est là le sens des 60 000 postes nouveaux proposés par François Hollande. Il n'est pas vrai que l'on puisse faire mieux avec moins lorsque l'on part, dans tant de territoires et d'établissements, de si peu. Il n'y aura pas de réelle refondation de l'école sans que nous nous en donnions les moyens.

Mais cette priorité à la jeunesse portera dans tous les domaines de l'action gouvernementale : démocratiser

l'université en réformant la licence, repenser la vie étudiante autour du concept de parcours d'autonomie, lutter contre le fléau du chômage des jeunes avec le contrat de génération...

*Plus spécifiquement, sur les questions d'éducation, quelles seraient les priorités de François Hollande une fois élu ?*

François Hollande s'est engagé devant les Français. Il fera adopter une loi de programmation sur 5 ans, élaborée en concertation avec l'ensemble des acteurs de la communauté éducative, syndicats, mais aussi parents d'élèves et grandes associations.

Notre ambition pour l'école s'articule autour des piliers suivants : priorité à la lutte contre l'échec scolaire, ce grand gâchis français qui laisse tant de nos jeunes sur le bord du chemin et qui grève notre compétitivité ; priorité au primaire et aux zones les plus en difficultés, car c'est à partir de là que nous gagnerons la bataille pour l'égalité ; priorité à la reconstruction d'une formation des professeurs, initiale et continue, digne de ce nom.

Nous voulons refonder l'école de la République, pour refonder la République par l'école.

<http://www.vincent-peillon.fr>

### En bref...

#### L'INSEE étudie le temps périscolaire

L'INSEE vient de publier en septembre dernier, une étude très riche sur l'articulation des activités péri et extrascolaires avec le quotidien des enfants et l'activité professionnelle de leurs parents. Le rôle déterminant que jouent les collectivités territoriales dans ces temps devenus des moments éducatifs à part entière est clairement mis en lumière, notamment s'agissant de l'importance de la pause méridienne ou des activités proposées pour répondre aux besoins essentiels des familles, et plus particulièrement pour les familles monoparentales.

Cette étude nous conforte dans notre engagement collectif, et ne peut que faire avancer la réflexion sur des sujets aussi essentiels que les rythmes scolaires ou l'articulation du temps de l'école avec celui des apprentissages péri et extrascolaires.

Retrouvez les principales conclusions la division Emploi de l'Insee sur "Le temps périscolaire et les contraintes professionnelles des parents" sur : [http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?ref\\_id=ip1370](http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?ref_id=ip1370)

> C'est une première, les Inspecteurs de l'Éducation Nationale de Seine Saint Denis ont récemment exprimé leur vive inquiétude de la dégradation du service public d'éducation. Leurs représentants du SNPI-FSU, SIEN-UNSA et SGEN-CFDT ont dénoncé les effets de la RGPP sur les moyens humains ou matériels qui ne leur permettent plus d'assurer un service public à la hauteur des besoins de ce département. Plus en mesure de remplacer les enseignants malades, d'assurer la formation des enseignants débutants ou la prise en charge des élèves rencontrant des difficultés d'apprentissage : ces constats sont partagés sur l'ensemble du territoire.

Outre leur inquiétude, c'est le désarroi qui pointe dans leur déclaration. Ils soulignent en effet la forte motivation des personnels de l'éducation, des enseignants aux inspecteurs, qui voient l'énergie qu'ils déploient au quotidien pour la réussite de tous sapée par les réductions drastiques de moyens années après années.

> A l'occasion de leur congrès, les Maires ruraux ont appelé les élus à suspendre leur participation aux CDEN estimant que leur avis n'étaient jamais pris en compte par les Inspecteurs d'Académie dans ces instances. Or, ils se trouvent aujourd'hui directement confrontés à une augmentation des difficultés dans la gestion des écoles dûes aux coupes budgétaires du gouvernement dont les classes surchargées sont une manifestation. De même, ils regrettent ne pas avoir été associés à la réflexion sur les rythmes scolaires qui, s'ils étaient modifiés, impacteraient l'organisation des services périscolaires qu'ils gèrent pourtant. Tant que les CDEN n'aborderont pas structurellement les questions relatives à l'organisation de la vie et des rythmes scolaires, les relations entre l'ensemble des acteurs de l'école, les ressources et équipements (numérique, transports, l'éducation artistique...) l'AMRF invite les élus à ne pas siéger dans cette instance.

Pour en savoir plus : [www.amrf.fr](http://www.amrf.fr)

### Contact

[www.fnesr.net](http://www.fnesr.net)

Communiquez nous les événements importants qui se dérouleront dans votre collectivité, soumettez-nous des idées d'articles, des retours de bonnes pratiques...

**contact** : [colombe.brossel@paris.fr](mailto:colombe.brossel@paris.fr)

**Rejoignez le google group :**

<http://groups.google.fr/group/educfnesr>